

**Nations unies - Syrie/politique -
Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité**
(New York, 20 décembre 2018)

Monsieur le Président,

Je remercie chaleureusement l'Envoyé spécial du Secrétaire général, Staffan de Mistura, pour son intervention particulièrement importante. Plus largement, je souhaite lui exprimer au nom de la France toute notre reconnaissance pour son engagement exemplaire et ses efforts intenses et incessants au cours de ces quatre années consacrés à résoudre l'une des crises les plus graves de la période contemporaine. Ses efforts marqueront durablement de leur empreinte le travail des Nations unies sur le conflit syrien.

Monsieur le Président,

1. Je souhaite commencer par la situation dans le Nord-Est de la Syrie, qui appelle aujourd'hui toute notre attention. La France a en effet pour priorité la lutte contre le terrorisme, afin d'éradiquer durablement Daech et de contrer toute résurgence du terrorisme dans cette région. Or, notre évaluation est que Daech continue d'être une menace au Levant et que l'organisation terroriste peut continuer de s'y appuyer sur un territoire réduit, en particulier en Syrie.

Dans ce contexte, les tensions croissantes sur le terrain pourraient fournir des opportunités aux groupes terroristes. Le risque est réel d'un basculement dans la violence et d'une reprise d'exactions de grande ampleur. Le Nord-Est syrien ne doit pas venir s'ajouter à la longue liste des régions de Syrie qui ont dû faire face à une catastrophe humanitaire.

Dans le nord-est comme à Idlib, où la situation se dégrade, de nouvelles hostilités auraient des conséquences dramatiques. S'agissant d'Idlib, le maintien durable de la cessation des hostilités est essentiel, conformément aux conclusions du sommet d'Istanbul. Nous appelons donc la Russie et la Turquie à redoubler d'efforts et à tout faire pour préserver le calme sur le terrain, comme ils s'y sont engagés.

Les Etats partenaires de la coalition internationale et nous-mêmes sommes en contact étroit avec Washington sur le calendrier et les conditions de mise en oeuvre de la décision de retrait des forces américaines engagées face à Daech en Syrie, annoncée par le président des Etats-Unis.

Dans les semaines qui viennent, la France sera attentive à ce que la sécurité de tous les

partenaires des Etats-Unis soit assurée, y compris les Forces démocratiques syriennes. Il est important que les Etats-Unis prennent en compte la protection des populations du Nord-Est de la Syrie et la stabilité de cette zone afin d'éviter tout nouveau drame humanitaire et toute résurgence du terrorisme.

C'est grâce à l'action de la coalition internationale depuis 2014 et aux forces locales, irakiennes d'une part, kurdes et arabes syriennes d'autre part, que Daech a été affaibli et a perdu pour l'essentiel son emprise territoriale. Le combat n'est pas terminé.

Monsieur le Président,

2. Je souhaite à présent revenir sur les efforts intenses déployés ces dernières semaines sur le volet politique.

Les dernières semaines ont été l'occasion en effet d'une mobilisation diplomatique exceptionnelle en faveur de la formation d'un comité constitutionnel équilibré et inclusif sous l'égide des Nations unies. Nous avons tous, autour de cette table, appelé à la tenue d'une première réunion du comité constitutionnel. Les membres du Small Group l'ont demandée en marge de l'Assemblée générale. La Russie avait pris l'engagement d'y parvenir. Le 27 octobre dernier à Istanbul, les chefs d'Etat et de gouvernement de la France, de l'Allemagne, de la Russie et de la Turquie avaient fixé un objectif clair et réaliste : parvenir à la réunion de ce comité avant la fin de l'année.

Alors que nous étions parvenus à une unité de vue, rare sur le dossier syrien, pour avancer sur le volet constitutionnel du processus politique, les dernières discussions de Genève n'ont, hélas, pas permis de trouver une issue favorable. Staffan de Mistura aura jusqu'au bout, inlassablement, consacré tous ses efforts à la formation d'un comité constitutionnel équilibré et inclusif, première contribution essentielle à un processus politique légitime et viable de règlement de la crise syrienne.

La situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui est, sans le moindre doute, imputable au régime syrien, qui n'a jamais cherché à donner le moindre signe d'engagement. Nous regrettons que la Russie et l'Iran n'aient pas pu, ou pas suffisamment voulu, le convaincre que c'était pourtant dans son intérêt comme dans celui des Syriens. Les garants d'Astana ont proposé au cours des derniers jours une liste non concertée et déséquilibrée, composée de personnalités qu'ils savaient inacceptable et qui mettent en péril toute la crédibilité du futur comité. Jusqu'au bout, ces pays ont considéré qu'il leur revenait de déterminer seuls la composition du comité et aux Nations unies d'en prendre acte sans plus de discussions. Ce qui a été présenté à Genève est clairement inacceptable et a clairement été considéré comme tel.

S'il reste le moindre espoir sur la formation d'un comité constitutionnel crédible, c'est au régime et à ses soutiens d'en apporter la preuve d'ici l'échéance de la fin de l'année : jusqu'au bout, nous n'entendons pour notre part ne fermer aucune porte.

Un comité crédible exige que soient réunis plusieurs paramètres : une composition équilibrée et acceptée par les deux parties à égalité - et non simplement par le régime -, qui ne fausse pas le processus politique dès le départ ; des règles de procédure également équilibrées et proposées par les Nations unies ; ainsi qu'un plein rattachement du comité au processus de Genève, sous la conduite des Nations unies. Alors que l'ONU a multiplié depuis des mois les tentatives pour parvenir à un tel accord, le refus qui lui a été opposé nous imposera, s'il se confirme, d'explorer avec l'arrivée de Geir Pedersen en janvier toutes les modalités de mise en oeuvre de la résolution 2254, qui reste notre seule feuille de route pour permettre un règlement politique de la crise syrienne. Le volet constitutionnel n'est que l'une d'entre elles et toute solution politique durable en Syrie nécessitera de mettre en oeuvre les autres - or, force est de constater qu'il n'y a pas eu non plus d'avancée sur ces autres volets.

Pour y parvenir, il nous faut donc réaffirmer le caractère central de la médiation des Nations unies. La résolution 2254, que ce Conseil a adoptée à l'unanimité, doit rester le cadre de tous nos efforts. C'est plus que jamais la boussole commune qui doit nous guider. La seule issue possible au conflit passe ainsi par un processus constitutionnel crédible et des élections libres et impartiales, sous supervision des Nations unies et assurant la participation de tous les Syriens, qu'ils se trouvent en Syrie ou hors de ses frontières.

Prévue par la Résolution 2254, l'adoption de mesures de confiance, en particulier sur le sort des détenus, la protection contre les persécutions politiques et les arrestations arbitraires ou encore la garantie des droits de propriété des personnes déplacées, est prioritaire. Ces mesures de confiance seront autant d'actions concrètes indispensables pour établir un environnement sûr et neutre, où tous les Syriens ont une place. Elles sont également nécessaires à l'établissement des conditions politiques pour un retour volontaire et en sécurité des réfugiés et des déplacés. La Syrie doit se reconstruire politiquement pour recouvrer la stabilité. Elle devra également se reconstruire comme société. C'est pourquoi la lutte contre l'impunité est incontournable.

La pleine mise en oeuvre de la résolution 2254 impliquera enfin de parvenir également à un cessez-le-feu durable et de garantir la protection des populations par l'accès libre et sans entraves de l'aide humanitaire partout en Syrie.

Monsieur le Président,

La tragédie syrienne, par sa terrible ampleur humaine mais aussi par ce qu'elle révèle de notre impuissance collective, est et restera l'un des marqueurs de notre génération. C'est dans cet esprit que j'ai appelé dans cette enceinte, avec l'anthropologue française Laëtitia Atlani-Duault, à prendre garde que cette tragédie ne devienne pas le tombeau des Nations unies.

La Syrie est aujourd'hui à la croisée des chemins. Alors que les risques restent immenses à Idlib et ailleurs, notre conviction est qu'il existe aujourd'hui pour la première fois peut-être depuis 7 ans, une étroite fenêtre d'opportunité pour une vraie dynamique politique en vue d'un règlement du conflit syrien. Mais cette fenêtre d'opportunité risque de se refermer au vu des développements des derniers jours. Il est donc plus important et urgent que jamais que chacun prenne aujourd'hui ses responsabilités, et il revient en particulier aux garants d'Astana de se montrer à la hauteur des engagements qu'ils ont pris et d'en assurer la pleine mise en oeuvre.

La France entend pour sa part rester pleinement engagée pour contribuer à une solution au conflit syrien. Nous souhaitons qu'il en soit de même pour chacun car, en l'absence d'une telle solution, l'heure du désengagement de la Syrie n'est pas venue.

A l'image de Staffan de Mistura, dont l'engagement exemplaire continuera de nous inspirer, nous devons rester plus mobilisés que jamais pour parvenir à une issue politique au conflit syrien. Alors que la crise syrienne est toujours porteuse de graves menaces pour la stabilité régionale comme pour notre sécurité collective, seule une telle issue politique peut permettre à ce pays de retrouver une stabilité durable. La France ne baissera pas les bras et ne négligera, au cours des prochaines semaines, aucune des voies possibles vers la paix.

Je vous remercie./.